

Convention collective

IDCC : 8733. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
ET CUMA
(TARN ET HAUTE-GARONNE)
(11 décembre 1987)**

(Etendue par arrêté du 15 mars 1988,
Journal officiel du 24 mars 1988)

AVENANT N° 50 DU 3 JUILLET 2009

NOR : *AGRS0997227M*
IDCC : 8733

Entre :

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Tarn ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de la Haute-Garonne ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole du Tarn ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Garonne,

D'une part, et

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles du Tarn CGC ;

Le syndicat général des salariés de l'agroalimentaire du Tarn CFDT ;

L'union départementale du Tarn CGT-FO ;

L'union départementale du Tarn CGT ;

L'union départementale de la Haute-Garonne CGT ;

L'union départementale de la Haute-Garonne CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

L'article 33 de la convention collective susvisée, intitulé « Déplacements professionnels. – Rémunérations du temps de transport. – Remboursements de frais », est modifié comme suit :

B. – Rémunérations du temps de trajet

(En euros.)

DISTANCE DU SIÈGE DE L'ENTREPRISE au chantier	MONTANT DE L'INDEMNITÉ
0 à 5 km	0,95
5 à 10 km	1,78
10 à 20 km	3,67
20 à 30 km	4,80
30 à 40 km	6,30
40 à 50 km	7,95
Au-delà de 50 km	10,20

(En euros.)

DISTANCE DU SIÈGE DE L'ENTREPRISE au chantier	MONTANT DE L'INDEMNITÉ
0 à 5 km	1,40
5 à 10 km	2,80
10 à 20 km	5,60
20 à 30 km	8,40
30 à 40 km	11,20
40 à 50 km	14,00
Au-delà de 50 km	15,30

Article 2

Le a « Remboursement de repas » est modifié comme suit :

« Une indemnité journalière forfaitaire de repas d'un montant de 10 € est allouée au salarié en déplacement. »

Article 3

Le présent avenant s'applique à compter du 1^{er} juillet 2009.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 5

Le présent avenant sera déposé conformément à l'article L. 2231-6.

Fait à Albi, le 3 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)